

Du pardon à l'action

Partage international n° 223 - Mars 2007

Interview de Michael Berg par Marian Peleski

Michael Berg est un militant pacifiste américain de longue date. Son fils, Nicholas, a été enlevé et décapité en Irak, en représailles contre les tortures et les meurtres perpétrés par les soldats américains dans la prison d'Abou Grahib, alors qu'il était là-bas dans le cadre d'activités strictement civiles et n'avait rien à voir avec l'armée. Michael a reçu de nombreux prix pour son activité en faveur de la paix, et s'est présenté pour le parti vert aux élections législatives de novembre 2006 dans son Etat, le Delaware. Marian Peleski l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *L'enlèvement et le meurtre atroce de votre fils vous a-t-il fait remettre en question votre engagement pacifiste ?*

Michael Berg : Non, bien au contraire, ils n'ont fait que le renforcer, que me convaincre plus encore que « la guerre coûte cher », et que « la paix est sans prix ». Mais cela m'a fait regretter de ne pas avoir fait davantage et plus tôt pour mettre fin à la guerre d'Irak. Ma résolution s'est intensifiée, au point de faire tomber les vieilles excuses dictées par le confort et qui limitaient jusque là mon action (météo, distances...). Je suis devenu membre du club de ceux qui n'ont plus rien à perdre, convaincu que rien de plus atroce ne peut m'atteindre. Depuis, on m'a tiré dessus alors que je me rendais à Washington, pour intervenir dans un meeting contre la guerre. J'ai harangué des foules de près de 10 000 personnes. J'ai été arrêté sept fois, en particulier par les services de sécurité de Corée du Sud. On m'a brandi sous le nez des portraits grandeur nature de mon fils, on m'a fait écouter des fragments audio de la cassette de son exécution qui circulait sur Internet. Rien de tout cela ne m'a arrêté, non pas parce que je suis brave, ou stupide, mais parce qu'une grande souffrance éclipse toujours les plus petites.

Au moment de l'assassinat de Nick, j'ai su instinctivement, du fait de la façon dont j'avais mené ma vie jusque là, que la vengeance était une erreur. Il y avait encore un trou dans mon être intérieur. Je ressentais une rage que je ne pouvais tourner contre les politiciens ou les meurtriers qui avaient pris la vie

de mon fils. Que faire alors ? La réponse m'est venue en assistant à une série de cours donnés à l'Université Immacolata, intitulée : « *Le pardon, nom de l'amour dans un monde blessé.* » Ces cours m'ont été une sorte de baume. Il ont peu à peu métamorphosé ma souffrance en un amour et une compréhension qui, avec le temps, se sont transformés en pardon, non seulement pour les assassins eux-mêmes mais, ce qui me fut le plus difficile, pour George Bush, Donald Rumsfeld, Alberto Gonzalez et le reste de l'Administration Bush, qui ont, par des manœuvres tortueuses, plongé ce pays dans une guerre au bénéfice de leurs intérêts pervers. Désormais, tout prenait un sens - la paix, le pacifisme, l'opposition à la peine de mort. J'avais compris que la paix ne s'atteint que par le pardon. J'étais désormais un authentique homme de paix, plus solidement ancré dans mon engagement pacifiste que je ne l'avais jamais été.

PI. *Pouvez-vous nous exposer vos vues sur la présence de nos troupes en Irak et les questions sur lesquelles portait votre programme de candidat aux élections législatives ?*

MB. Je soutiens nos troupes, mais je désapprouve leur présence en Irak. Je pense que, contrairement à ce que proclame à tort le Président Bush, nous courons davantage de risques d'être attaqués du fait de la présence de nos soldats en Irak que si on les en retirait, et que ce que l'on redouterait de voir y arriver si nous en partions maintenant est, en fait, déjà en cours. Je pense également que l'attaque contre les Tours jumelles fut le résultat direct de la politique étrangère américaine. Nous avons refusé de négocier avec des gens qui avaient et ont encore des griefs légitimes contre nous - comme, par exemple, notre présence dans leur région ; les sanctions contre l'Irak, qui ont coûté bien plus de vies que la guerre elle-même depuis mars 2003 ; notre soutien inconditionnel à Israël, à qui nous fournissons des canons et des bombes au lieu d'une armée de spécialistes en techniques de résolution de conflits et de réparations aux Palestiniens déplacés ; enfin, pour en rester là, notre politique économique envers les pays dits du tiers monde, qui revient à en faire nos colonies et à asservir leurs citoyens. Que ce serait-il passé, si nous avions négocié de bonne foi sans conditions préalables ? Qu'auraient pu demander nos agresseurs ? Leur souveraineté ? La levée des sanctions contre l'Irak ? L'arrêt du budget militaire massif que nous accordons à Israël ? Ou bien d'œuvrer à la mise en place d'un marché mondial

véritablement ouvert, où toutes les nations pourraient commercer loyalement et tous les hommes gagner, par un honnête travail quotidien, de quoi mener une vie digne ? La guerre déborde largement l'Irak, l'Afghanistan, la Palestine, Israël, le Liban, plus généralement le Moyen-Orient : elle s'est étendue et fait rage à l'intérieur même de notre pays. Ce ne sont pas les terroristes qui nous ont volé nos systèmes de santé et de pension. Ce n'est pas la faute des immigrés si le salaire minimum n'a pas augmenté depuis des années alors que, dans le même temps, se sont envolés les revenus de nos élites et de nos gouvernants. Ni celle de ceux qu'a diabolisés à plaisir l'Administration. Ce sont les femmes et les hommes en tailleur et costume trois-pièces de Washington qui ont cessé de nous représenter, nous, peuple américain, pour représenter l'Amérique des affaires et des multinationales. C'est pourquoi, dans mon programme, j'ai demandé, entre autres mesures : un système de santé universel et à guichet unique ; un salaire minimum décent ; un retour aux programmes fédéraux qui ont fait la grandeur de nos écoles dans les années 1960 et 1970, mais qui ont été remplacés depuis par une sélection qui a abouti à augmenter les subventions aux établissements les plus riches au détriment des plus pauvres. J'ai aussi demandé, toujours dans le cadre du renforcement du service public, l'entretien et l'amélioration des infrastructures de notre pays de façon à ce que le prochain Katrina n'emporte pas dans la mer une partie de la population pauvre d'une des grandes villes américaines, et, en ce qui concerne l'environnement, la suppression des incitations financières accordées aux grandes compagnies pétrolières pour l'exploration et la production de combustibles fossiles pour les transférer aux petites et moyennes entreprises et aux chercheurs qui découvrent, développent et produisent de nouvelles sources d'énergie, propres et durables. J'ai fait cette dernière proposition sans me faire trop d'illusion, car elle reviendrait à priver les gros investisseurs d'avantages financiers au profit des travailleurs et des chercheurs, qui deviendraient dès lors les véritables bénéficiaires de cet effort intensif. Et je n'ai jamais accepté un sou des corporations ; ma campagne s'est principalement appuyée sur des contributions individuelles, souvent modestes.

PI. *A quoi attribuez-vous votre échec aux législatives ? Est-ce parce que vous représentiez le parti vert, qu'une partie des médias vous a snobé, ou en raison de votre opposition à la guerre en Irak ?*

MB. Je ne crois pas que ma candidature ait été un échec. Je me suis présenté aux élections pour étendre l'audience que m'avait valu la mort de mon fils. Même si, ironiquement, ma candidature m'a fermé des portes qui, auparavant, m'étaient grandes

ouvertes, je me suis gagné bien d'autres auditoires. Les écoles, les Eglises, les divers groupes à but non-lucratif (pacifistes et autres) qui m'avaient invité à donner des conférences se sont vus interdire par le fisc de favoriser un candidat politique sous peine de perdre leur statut d'association à but non-lucratif. Mais j'ai participé à de nombreux débats d'autres candidats, à ceux organisés à l'intention de tous les prétendants par les Eglises, les organisations civiques, des réunions privées. L'avantage qu'avaient ces divers forums sur les associations bénévoles que je fréquentais avant de me lancer dans la campagne, c'est que je n'avais pas l'impression de prêcher à des convertis.

Une partie de la presse, ainsi qu'un certain nombre d'associations civiques, d'organisations religieuses, etc., ne m'ont, en effet, pas traité d'une manière équitable, tantôt m'empêchant d'intervenir dans leurs réunions, tantôt m'ignorant purement et simplement, tout en faisant bon accueil à mes adversaires. Mais cela s'est retourné contre eux, dans la mesure où le reste de la presse s'est fait l'écho de leur partialité. C'est pourquoi ma campagne a été un succès, d'une façon que je n'avais jamais envisagée : elle a mis en lumière l'emprise inique que fait peser le duopole des Démocrates et des Républicains (je les appelle les Républicrates) sur la liberté et l'équité des élections américaines.

PI. *Quels sont vos projets ?*

MB. Avant de me présenter aux législatives, j'ai littéralement sillonné le globe, et particulièrement les Etats-Unis. J'ai été invité sur diverses chaînes (nationales et internationales) de radio et de télévision, de nombreuses publications un peu partout dans le monde m'ont consacré des articles. On nous a oubliés, mon fils et moi. Mais on n'a pas oublié les guerres d'Irak, d'Afghanistan, de Palestine et du Liban. Il y a encore beaucoup à faire. C'est le 7 novembre qu'ont eu lieu les élections. Le 10, je participais à la Veillée pour la Paix (Peace Vigil) qui se tient tous les vendredis soirs depuis qu'a commencé la guerre. Le 11, j'ai rencontré Cindy Shee-han, Celeste Zappala, ainsi que des vétérans de nombreux conflits, y compris celui-ci, qui s'étaient rassemblés au Liberty Bell de Philadelphie pour dire : « *Non à la guerre !* »

Puis, toujours dans cette même ville, j'ai pris la parole à un meeting dont les invitées de marque étaient les mères du lieutenant Ebran Watada et de Steven Funk. Le premier fut le premier officier à refuser de se rendre en Irak ; il risque six ans de prison. Le second a été le premier enrôlé ; il a aujourd'hui fini sa période de service. J'ai dernièrement eu l'honneur de présenter sœur J. Sheila Galligan avant qu'elle prenne la parole dans une église du Delaware. C'est elle qui avait donné les

cours sur le pardon à l'Université Immaculata. Sa causerie, qui portait sur le même thème, a duré environ une heure. J'avais beau avoir suivi son programme de douze heures, participé à deux de ses classes en tant qu'invité et l'avoir entendue à d'autres occasions, j'ai quand même noirci toute une page de notes - ce qui montre qu'il me reste encore beaucoup à apprendre. J'ai décidé d'approfondir et de mieux faire connaître ces notions de pardon et de justice réparatrice. Je vais désormais participer à toutes les Veillées de la Paix et à toutes les manifestations anti-guerre, et montrer par tous les moyens mon opposition à cette invasion démente. Si on me demande de parler, je parlerai. Si on me demande d'écrire, j'écrirai.

Je fais partie de diverses associations de lutte pour les droits de l'homme, d'une, en particulier, contre la peine de mort - un combat que je mène depuis la fin de mes années de collège. Je fais aussi partie de deux associations de défense des animaux, et je vais intensifier mon action dans ce domaine. Un groupe californien, avec lequel je suis en rapport, a proposé la création, à un niveau officiel, d'un service civil mondial (World Service Corps). Cela fournirait aux Américains une forme alternative de service à leur pays. Tout comme mon fils Nick, ils pourraient servir avec des outils plutôt qu'avec des armes. Ils auraient le choix entre une dizaine d'associations, du genre

The Peace Corps, la Croix Rouge, etc. Après deux ans de service, ils recevraient une bourse pour quatre années d'études supérieures (des bourses qu'ils pourraient céder à des étrangers ou à des parents), ou bénéficier gratuitement d'une couverture médicale [très chère aux États-Unis]. Ces volontaires accompliraient un travail de prévention pour la paix. Imaginez des jeunes et des moins jeunes, construisant des écoles pionnières à la frontière commune de deux nations en conflit ! Imaginez ces écoles ouvertes aux étudiants des deux bords. Imaginez ceux-ci en train de nouer entre eux des liens d'amitié et de respect. Qui bombarderait de telles écoles ? Cette proposition n'a pas encore été présentée officiellement au Congrès, mais je pressens que ce sera bientôt fait, avec une chance raisonnable d'être acceptée. Je m'y emploierai. Et une fois ce service civil mondial créé, je ferai tout pour le soutenir. En attendant, je continuerai à imaginer de nouvelles formes de paix, et à lutter pour qu'elles deviennent réalité.

Auteur : Marian Peleski,

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Entretien